



BULLETIN DE LA SÉCURITÉ AFRICAINE

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Adapter la riposte du Bénin contre les groupes militants violents

PAR ANOUAR BOUKHARS

POINTS SAILLANTS

- Les attaques persistantes de groupes islamistes militants dans les régions frontalières du nord du Bénin constituent une menace croissante pour la sécurité des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.
- Le Bénin a procédé à des réformes institutionnelles notables pour renforcer ses forces de sécurité. Afin de lutter de manière efficace contre l'insurrection militante, une formation accélérée et recentrée est cependant nécessaire pour traduire ces réformes en capacités opérationnelles plus adaptées.
- Pour maintenir la pression sur les insurgés, habiliter les commandants locaux, associer une mobilité accrue des forces à une force de frappe, et fusionner les échanges de renseignements entre les ministères constituent des adaptations opérationnelles prioritaires et nécessaires.
- Afin de lutter de manière efficace contre l'insurrection dans le nord du Bénin, il faut rendre opérationnel un modèle de protection centré sur la population et ancrer cette éthique au sein des forces de sécurité.

Le Bénin est devenu un front clé pour les groupes islamistes militants violents qui opèrent à partir du Burkina Faso et du Niger voisins et qui cherchent à étendre leurs opérations dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Depuis le premier attentat perpétré au Bénin en 2019, la menace sur la sécurité des départements du nord du pays n'a cessé de s'étendre et le nombre de victimes d'augmenter. Il est estimé à 575 morts en 2025¹.

Le débordement de la menace grandissante des militants islamistes venus des pays sahéliers du Mali, du Burkina Faso et du Niger, a provoqué ces attaques, qui ont entraîné, depuis 2019, la multiplication par sept du nombre de victimes dans la région. Cette menace atteint désormais chacun des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.



Un garde forestier marche dans la brousse du parc national de la Pendjari au Bénin. (Photo : Stefan Heunis/AFP)



Les vestiges calcinés d'un dépôt de carburant de contrebande près de la frontière entre le Bénin et le Nigeria. (Photo : Yanick Folly/ AFP)

Le gouvernement du Bénin a réagi en dotant et en restructurant ses forces de défense et de sécurité, en déployant des milliers de soldats dans les zones touchées et en renforçant les contrôles aux frontières. Cependant, les résultats tangibles tardent à se manifester. Les Forces de sécurité (FDS) luttent encore contre des militants agiles qui ont infligé de lourdes pertes civiles et militaires et se sont emparés de matériel militaire. Ces revers révèlent des lacunes structurelles persistantes et des insuffisances opérationnelles qui restreignent la stratégie de contre-insurrection du Bénin.

La mobilité limitée des FDS et la lenteur de leur réactivité permettent aux militants de dicter les termes des confrontations. La distance entre les bases les plus importantes renforce la dépendance sur des postes statiques et de contrôle qui souvent isolés et vulnérables. Les moyens aériens (drones, hélicoptères et avions de surveillance) sont sous-utilisés, et le manque d'opérateurs de drones qualifiés réduit encore leur impact. De nombreuses unités sont également mal préparées au combat sur des terrains accidentés et présentent des lacunes en matière de compétences techniques et de guerre asymétrique. Ces facteurs s'associent pour saper l'efficacité opérationnelle et exposer les FDS à des groupes militants encore plus agiles.

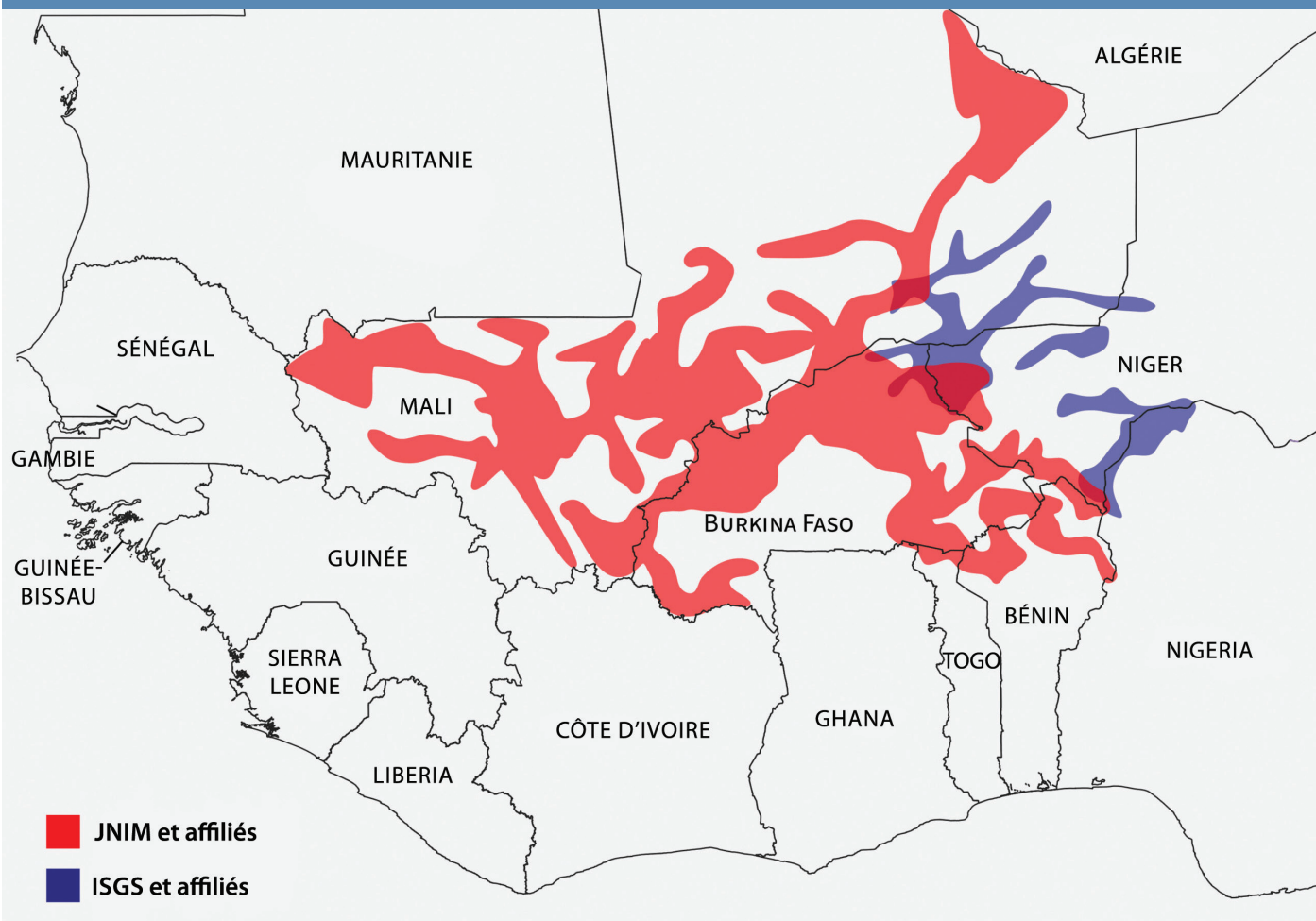
Ces limites ont été mises en évidence en janvier 2025 lors de la prise d'assaut de la base militaire lourdement fortifiée d'Alibori, une base considérée comme la pierre angulaire de la campagne de sécurité menée par le Bénin pour stabiliser les régions frontalières du nord. D'autres attaques ont par la suite été perpétrées contre les forces béninoises en 2025, notamment dans le parc régional du W où l'une d'entre elles a provoqué la mort de 54 soldats.

LA MENACE CROISSANTE DES GROUPES MILITANTS

Au Bénin, la menace représentée par les militants s'est muée d'une préoccupation périphérique à une réalité bien ancrée. Depuis 2018, les régions septentrionales du pays servaient principalement de zone de transit et d'approvisionnement pour les groupes insurgés du Sahel, offrant des marchés pour le bétail volé, la contrebande, l'or artisanal, les motocyclettes et le carburant. Les militants traversaient les parcs frontaliers avec une relative facilité mais n'étaient

Dr. Anouar Boukhars est professeur de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

LA VIOLENCE DES GROUPES ISLAMISTES MILITANTS EN AFRIQUE DE L'OUEST



Les zones d'activité des militants sont des approximations et non des désignations précises.

pas considérés au départ comme une menace directe, bien que leur présence soit connue, les habitants les appelant même « Boko Haram »².

La situation a changé en décembre 2021, lorsque des militants ont attaqué un poste militaire à Porga, près de la frontière burkinabè, tuant deux soldats et faisant plusieurs blessés. Cette attaque a marqué le début d'une vague de violence soutenue dans l'extrême nord. Les analystes estiment que la faction Katiba Hanifa du groupe militant sahélien Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen (JNIM), affilié à Al-Qaïda, a tiré parti des avantages géographiques, manipulé les identités locales et recouru à une violence calibrée pour s'implanter dans les zones frontalières du nord du Bénin³.

Ces zones frontalières, caractérisées par des infrastructures limitées, des services publics insuffisants et une sécurité variable, ont longtemps été mal intégrées dans la gouvernance nationale. Cette présence disparate de l'État a alimenté la frustration et un sentiment d'abandon au sein de certaines communautés, sentiments que les militants exploitent pour se présenter comme une alternative viable. Les mesures gouvernementales telles que les restrictions sur la transhumance et l'exploitation aurifère artisanale ont parfois aggravé ces ressentiments en sapant les moyens de subsistance locaux. En l'absence d'efforts parallèles pour sécuriser ces moyens de subsistance, ces restrictions peuvent par inadvertance renforcer les mêmes groupes qu'elles cherchent à affaiblir.



Un ruisseau asséché dans le parc national du W. (Photo : Roland Hunziker)

Pour pallier ces risques, le gouvernement a entrepris de remédier à la marginalisation des zones frontalières. Bien avant l'émergence des groupes militants, l'Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (ABeGIEF) a lancé plusieurs initiatives économiques visant à renforcer la présence de l'État et à promouvoir le développement dans ces zones reculées. Le gouvernement a ensuite élargi cette approche en 2024 par le biais du Programme de résilience et de prévention (PREP), dont l'objectif est de renforcer la capacité du gouvernement à apporter un soutien aux communautés fragiles confrontées à des conflits. Le PREP adopte une approche intégrée unissant des investissements dans la cohésion sociale et les prestations publiques avec des mesures visant à renforcer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, ainsi que des réformes foncières pour atténuer les tensions liées aux ressources.

L'ampleur et la portée géographique limitée de ces efforts n'a permis que des progrès inégaux en matière de moyens de subsistance et de gouvernance, ce qui a restreint leur capacité à s'attaquer aux facteurs structurels de l'insécurité. Ces lacunes sont aggravées par des pressions humanitaires croissantes, le Bénin ayant accueilli environ 25 000 réfugiés déplacés par les violences perpétrées par le JNIM au Burkina Faso au cours des dernières années.

La géographie amplifie cette dynamique. Le relief accidenté du nord du Bénin transforme les zones frontalières en points d'entrée, sanctuaires et terrains de recrutement pour les militants. Cette topographie complexe comprend les montagnes de l'Atacora et les collines du centre-nord, qui créent des zones difficiles à surveiller, propices à la guérilla, au stockage d'armes et à servir de cachette pour les militants.

Le pays se trouve à la convergence de frontières instables avec le Burkina Faso, le Niger et le Nigeria, qui abritent tous des groupes militants violents. Les parcs transfrontaliers tels que le complexe W-Arly-Pendjari favorisent la mobilité transfrontalière et l'accès aux économies illicites - trafic de carburant, braconnage et extraction illégale de ressources - ainsi que le contrôle du commerce licite le long des principaux couloirs de transport⁴.

Les contrebandiers et les braconniers, souvent armés, connaissent le terrain et se considèrent déjà aliénés par les restrictions imposées par le gouvernement dans les zones protégées. Ils ont donc joué un rôle décisif dans la consolidation de la présence des groupes extrémistes violents dans la zone des trois frontières. Reprenant les tactiques utilisées au Burkina Faso et au Niger, les militants exploitent ces griefs en proposant l'accès aux parcs en échange d'un enrôlement ou d'un soutien logistique.

Au-delà des parcs, d'autres points névralgiques du trafic illicite alimentent les réseaux militants. Ces groupes armés ont cultivé, de gré ou de force, de vastes chaînes d'intermédiaires dans les zones frontalières du Bénin pour s'approvisionner en carburant, en nourriture, en médicaments de contrebande, en bétail et autres produits de première nécessité. L'exploitation artisanale de l'or à Kouaténa renforce les flux transfrontaliers de personnes et de ressources également exploités par les militants.

Les groupes militants exploitent les fragilités sociales dans le nord du Bénin pour s'y infiltrer plus facilement. En raison de la pression démographique, de l'expansion agricole et des contraintes environnementales, les tensions concernant l'accès aux terres se sont intensifiées entre les communautés pastorales, en particulier les groupes peuls, et les agriculteurs sédentaires tels que les Bariba et les Dendi. La faible gouvernance foncière, notamment les changements fréquents de la politique foncière - qui ont tendance à redistribuer les avantages de manière inégale - ont renforcé ces tensions. Cette situation a incité les acteurs à contester ou à manipuler les revendications légales, perpétuant ainsi des cycles d'injustices et de représailles⁵.

Les groupes militants exploitent les fragilités sociales accentuées par une gouvernance foncière défailante.

Ces défis de gouvernance se greffent sur des dynamiques changeantes de mobilité qui aggravent encore l'insécurité. Le nord du Bénin se trouve le long des principaux couloirs de transhumance du Burkina Faso et du Niger, ce qui intensifie la concurrence pour les terres et l'eau, surtout pendant les saisons de pâturage. Les restrictions frontalières ont de plus en plus détourné les éleveurs vers des itinéraires informels, aggravant les tensions avec les communautés d'accueil. Ces pressions foncières ont favorisé des abus - tels que les arrestations arbitraires, les amendes excessives et les saisies de bétail - contribuant à la militarisation progressive des groupes de transhumants. Dans le même temps, la transition de groupes anciennement transhumants vers une sédentarisation permanente sous l'effet des pressions économiques et de la politique de l'État a généré de nouveaux conflits. En effet, les éleveurs sédentaires sont souvent perçus par les communautés agricoles autochtones comme des requérants illégitimes de ces terrains.

En général, ces pressions croisées ont contribué à l'ethnicisation croissante du conflit, en particulier autour de l'identité peule, aggravant la polarisation sociale et amplifiant le risque d'exploitation par les militants. La compétition politique locale exacerbe encore ces vulnérabilités. Les affiliations ethniques ou religieuses sont parfois instrumentalisées pour consolider le soutien politique, ce qui érode la cohésion sociale et la confiance du public. La corruption, un faible sens de redevabilité et la présence limitée des dirigeants politiques dans les zones rurales - qui administrent souvent leurs circonscriptions depuis des centres urbains éloignés - renforcent le sentiment de négligence et d'exclusion et affaiblissent davantage les mécanismes locaux de régulation des conflits⁶.

Dans tout le Sahel, les leaders islamistes militants ont instrumentalisé les frustrations des Peuls face à leur exclusion pour recruter des jeunes.

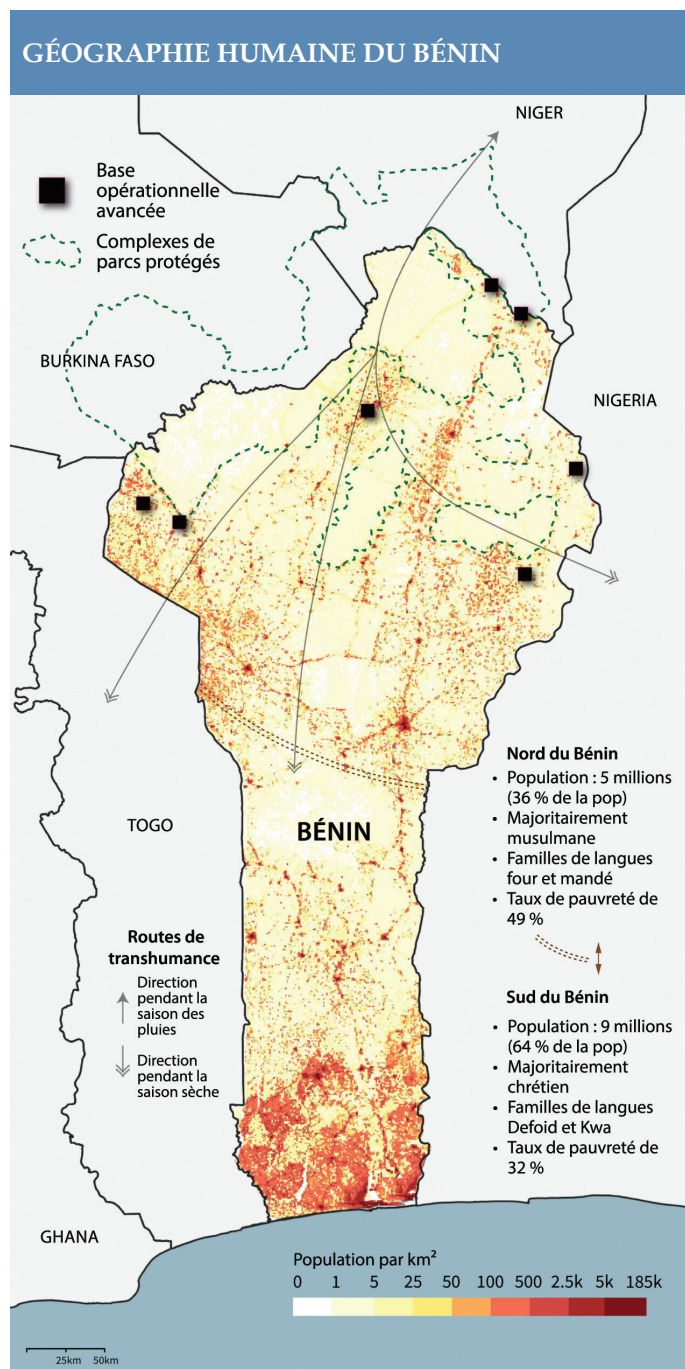
Les groupes d'insurgés militants exploitent cet environnement en se présentant comme les protecteurs des éleveurs, en particulier des communautés peules, qui sont déjà stigmatisées et sous-représentées. Les groupes extrémistes violents du Sahel ont recruté massivement au sein de la population peule, une communauté transnationale de quelque 35 millions de personnes en Afrique de l'Ouest (même si la grande majorité des Peuls rejettent l'extrémisme). Dans tout le Sahel, les leaders islamistes militants comme Amadou Koufa (Mali) et feu Ibrahim Malam Dicko (Burkina Faso) ont instrumentalisé les frustrations des Peuls face à leur exclusion pour recruter des jeunes. Cela a ancré ce que beaucoup appellent « la question peule », c'est-à-dire l'amalgame néfaste entre l'identité peule et l'extrémisme violent.

Ce discours s'est renforcé au fil du temps. Les descriptions préjudiciables des éleveurs peuls en tant que criminels ou terroristes circulent dans les médias, les discours populaires, et même dans les cercles sécuritaires et politiques⁷. Ces perceptions sont de plus en plus évidentes dans le nord du Bénin, où de nombreuses communautés décrivent le militantisme violent comme une « menace peule », alors même que les Peuls ne représentent qu'environ 9 % de la population béninoise.

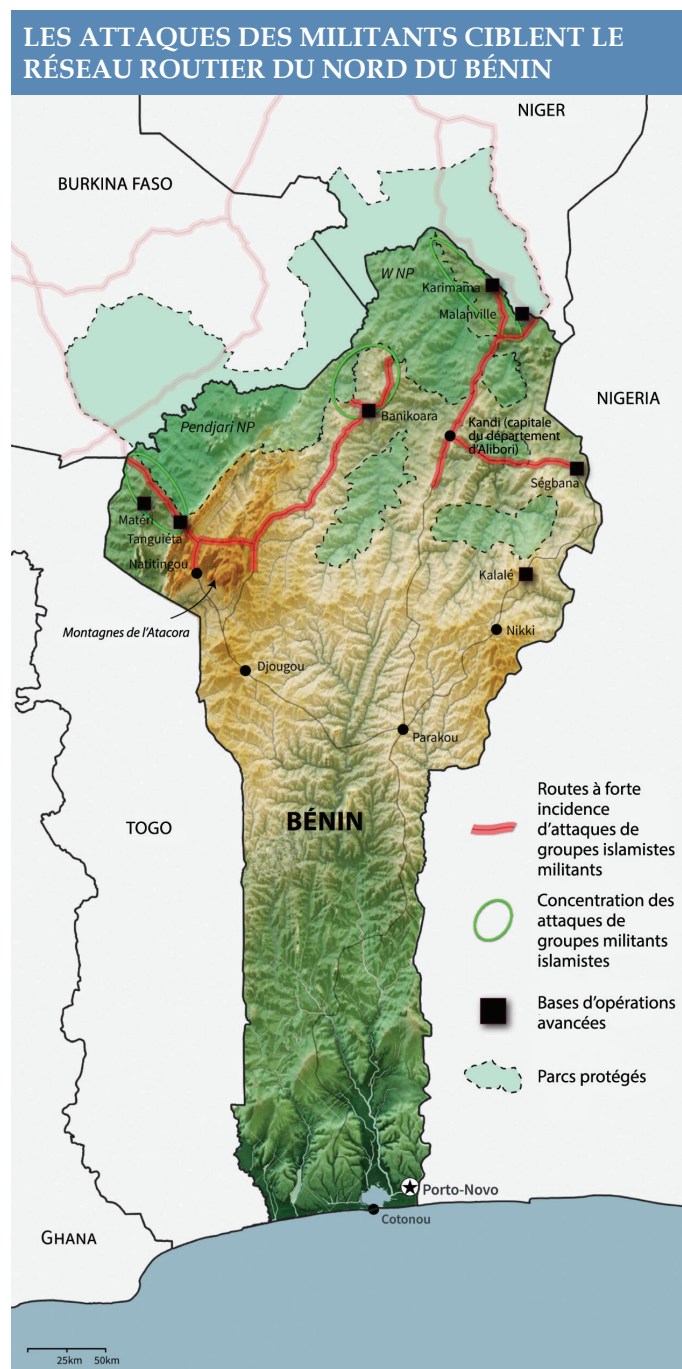
Les militants s'appuient sur cette stigmatisation pour mobiliser la sympathie et le recrutement dans ces communautés, et transformer les revendications locales pour mieux s'y enraciner⁸. Le cas échéant, cette dynamique pourrait reproduire le schéma sahélien dans lequel le militantisme violent acquiert une certaine dimension ethnique, ce qui le rend à la fois plus difficile à contenir et plus propice à perpétuer des cycles de violence.

UNE UTILISATION STRATÉGIQUE DE LA VIOLENCE

Dans le nord du Bénin, des groupes militants tels que la Katiba Hanifa ont adopté un usage calibré de la violence qui évolue en fonction du stade de leur pénétration territoriale⁹. Au début de leur expansion, ils avaient fait preuve de retenue, concentrant leurs attaques sur les



Carte de base adaptée à partir de la NGA.



Source des données : Adapté de la base de données d'ACLED, des Nations unies, de l'International Crisis Group et d'autres sources.

forces de sécurité et les gardes forestiers tout en évitant les assauts à grande échelle sur les villages. Cependant, à partir de juin 2022, les difficultés à s'assurer du soutien des populations locales ont déclenché une forte intensification de la violence contre les civils avec un recours croissant à la répression pour intimider les communautés, imposer la soumission et réprimer toute contestation¹⁰.

Cette coercition a pris différentes formes. Des assassinats ciblés ont éliminé des chefs, des dirigeants communautaires et des collaborateurs présumés, à la fois pour susciter la peur et pour démontrer l'impuissance de l'État¹¹. Les enlèvements sont devenus une arme particulièrement polyvalente. Alors qu'ils avaient d'abord ciblé des étrangers, comme les deux ressortissants français enlevés dans la Pendjari en 2019, ils se sont depuis concentrés sur les dirigeants locaux, les fonctionnaires, les commerçants et les civils perçus comme favorables aux autorités. Ces enlèvements répondent à plusieurs objectifs : ils facilitent le recrutement forcé ; fournissent des renseignements grâce aux interrogatoires ; punissent la collaboration ou la désertion ; et intimident les chefs communautaires afin de les réduire au silence¹². L'obtention d'une rançon vient compléter ces objectifs, surtout lorsque de riches éleveurs ou commerçants sont ciblés. L'enlèvement devient ainsi une arme à la fois politique et économique qui déstabilise les communautés, érode la confiance dans la protection de l'État et renforce la domination des militants. Les parcs nationaux et les zones frontalières reculées sont des lieux de détention idéaux pour les otages car leurs ravisseurs peuvent profiter du terrain et de la faible présence de l'État pour prolonger la captivité des otages ou négocier leurs conditions de libération.

La violence des insurgés s'est également transformée en affrontements plus directs avec les forces régaliennes.

La violence des insurgés s'est également transformée en affrontements plus directs avec les forces régaliennes. L'attaque du 8 janvier 2025 contre une base militaire fortifiée à Alibori, menée par une centaine de militants à moto opérants depuis la zone des trois frontières avec le Burkina Faso et le Niger, a tué 28 soldats et marqué la transition d'un harcèlement opportuniste à une pénétration territoriale délibérée. L'embuscade du 17 avril 2025 dans le parc national du W, qui a fait au moins 54 morts parmi les soldats, a été la journée la plus meurtrière pour l'armée béninoise depuis que les

militants sont entrés dans le pays en 2019¹³. Au total, plus de 900 soldats et civils béninois ont été tués lors de ces attaques, ce qui souligne l'ambition de l'expansion des insurgés. Bien que la plupart des dirigeants, des plans et des infrastructures logistiques des insurgés continuent d'être basés dans l'est du Burkina Faso et le sud-ouest du Niger, la trajectoire reste claire. Les militants cherchent à étendre leur empreinte opérationnelle au Bénin, en s'appuyant de plus en plus sur des réseaux de renseignement et de logistique enracinés localement¹⁴.

Parallèlement à la coercition, les insurgés recourent à des tactiques plus douces pour se faire accepter localement.

Parallèlement à la coercition, les insurgés recourent à des tactiques plus douces pour se faire accepter localement. Ils offrent des incitations financières aux jeunes chômeurs, rassurent les civils en leur promettant que la neutralité les épargnera et invoquent le devoir religieux comme justification morale pour le recrutement¹⁵. Si les dirigeants sont fortement idéologiques, les motivations des recrues de base varient. La plupart s'engagent parce qu'ils sont confrontés à l'insécurité, à des besoins économiques ou à la coercition. Seule une fraction marginale fait preuve d'un véritable engagement idéologique¹⁶.

En mêlant répression et accommodement sélectif, les insurgés ne se contentent pas d'imposer leur autorité, mais parviennent aussi dans certains cas à gagner la tolérance, voire le soutien actif, des communautés qu'ils cherchent à dominer.

DES PREMIÈRES RÉFORMES VISANT À RENFORCER LES CAPACITÉS DE DÉFENSE

Les réformes lancées après la Conférence nationale de 1990 ont établi la suprématie des civils et interdit aux soldats toute activité politique¹⁷. Les quotas ethniques dans le recrutement ont favorisé l'équilibre et la cohésion, et réduit le risque de factionnalisme. En 1996, la garde présidentielle a été restructurée pour devenir la garde républicaine avec pour charge de protéger les institutions plutôt que les dirigeants individuels. Les déploiements de maintien de la paix à l'étranger ont encore exposé les officiers béninois aux standards internationaux de discipline, tandis que les contributions nationales aux projets de développement ont amélioré la réputation de l'armée auprès des civils¹⁸.



Des gardes forestiers lors d'une cérémonie de remise de diplômes au centre de formation du parc national de la Pendjari, près de Tanguiéta. (Photo : Stefan Heunis/ AFP)

Bien qu'elles aient contribué à transformer l'armée en une force moderne, ces réformes institutionnelles ne se sont pas traduites par une disponibilité opérationnelle efficace pour les menaces émergentes des années 2010.

Conscient de la menace croissante provenant du Sahel central, le gouvernement a, à partir de 2017, renforcé la présence militaire dans le nord, en réorganisant les déploiements et en équipant les unités de véhicules tactiques légers pour les patrouilles. En 2018, les forces armées béninoises ont entamé un processus progressif de modernisation de leurs capacités. Pour améliorer son combat d'infanterie et sa mobilité tactique dans les forêts et les savanes, l'armée a acquis une flotte de véhicules blindés (Bastion français, M113 américain, ZFB-05 chinois et Casspir sud-africain)¹⁹.

Ces véhicules sont venus compléter d'autres acquisitions à haut niveau de mobilité tactique, comme les véhicules tactiques légers français ACMAT VLRA et les véhicules blindés légers chinois Dongfeng CSK-131. La formation a également été intensifiée, en mettant davantage l'accent sur la contre-insurrection et le renforcement des partenariats internationaux, surtout avec la France et les États-Unis.

Des réformes institutionnelles parallèles ont remodelé le dispositif sécuritaire au sens large. En 2018, la gendarmerie et la police nationale ont été fusionnées en une seule force, la Police républicaine, sous l'égide du ministère de l'Intérieur. En 2020, la Garde nationale a été créée, formant une quatrième branche des armées, notamment pour soutenir les opérations de lutte contre le terrorisme, entre autres missions.

Le gouvernement a considérablement accru les dépenses de défense, le budget militaire global augmentant de 60 % entre 2022 et 2024.

Néanmoins, les premières attaques majeures menées par des militants à la fin de l'année 2021 ont mis en évidence la fragilité structurelle des forces armées. À l'époque, l'armée comptait à peine 7 500 éléments (sur une population totale de 14 millions d'habitants) pour un budget annuel de 93 millions de dollars. L'effectif était insuffisant pour mener des opérations soutenues dans le nord, la mobilité restant limitée et les capacités de renseignement fragmentées. Ces attaques ont souligné à la fois l'urgence d'accélérer la modernisation et l'inadéquation des réformes existantes pour faire face aux menaces asymétriques à grande échelle.

Pour y répondre, le gouvernement a considérablement accru les dépenses de défense, le budget militaire global augmentant de 60 % entre 2022 et 2024²⁰. L'équipement et les capacités opérationnelles ont par conséquent été modernisés, et les conditions de vie des troupes ainsi que le soutien aux familles se sont sensiblement améliorés.

Le gouvernement a lancé l'opération Mirador en janvier 2022. Près de 3 000 soldats ont été déployés à la frontière nord et les différentes FDS ont été intégrées sous un seul commandement sur le terrain. Le gouvernement a simultanément lancé des campagnes de recrutement qui ont porté le personnel des forces armées à 12 300 personnes en 2024²¹. Ces investissements ont facilité la création d'unités spécialisées, telles que le Premier bataillon commando de parachutistes et le Premier groupement blindé.

La modernisation s'est également accélérée grâce à de nouvelles acquisitions d'équipements soutenues par les partenaires étrangers. Pour renforcer la mobilité du personnel, la France a fourni en 2023, des drones, des véhicules blindés de transport de troupes, des camionnettes et des hélicoptères Puma armés. La Chine a également élargi son assistance en fournissant des drones de reconnaissance et de combat PMR-50 équipés de lance-grenades et d'autres munitions²². Les États-Unis ont élargi les outils opérationnels du Bénin avec des transferts d'équipements et des formations. La formation soutenue par les États-Unis a cherché à professionnaliser les nouvelles recrues et à garantir une utilisation efficace de cet arsenal de plus en plus sophistiqué.

Le gouvernement a également investi dans l'amélioration de la coordination entre les forces de défense et de sécurité et reconnu que les opérations interministérielles sont essentielles pour faire face aux menaces complexes et transfrontalières auxquelles le Bénin est confronté.

Le gouvernement a également investi dans l'amélioration de la coordination entre les forces de défense et de sécurité et reconnu que les opérations interministérielles sont essentielles pour faire face aux menaces complexes et transfrontalières auxquelles le Bénin est confronté. Ces efforts rassemblent les armées, la police républicaine, les douanes, les services de renseignement et les unités forestières afin de fournir une

réponse sécuritaire plus adaptée et la durable, en particulier dans les zones frontalières vulnérables au militantisme violent et au trafic illégal.

Au niveau institutionnel, la création du Conseil national de défense et de sécurité (CNDS) et du Secrétariat permanent de la Commission nationale de lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme (CNLCREVT) témoigne d'une évolution vers une coordination pangouvernementale, reliant les ministères de l'Intérieur et de la sécurité publique, de l'Économie et des finances, de l'Agriculture, de l'Élevage et de la pêche, et de la Défense nationale, ainsi que d'autres agences des FDS.

Le Bénin a également progressé dans la gestion intégrée des frontières, en créant un cadre institutionnel qui allie le contrôle stratégique de l'ABeGIEF, la portée opérationnelle de l'Unité spéciale de surveillance des frontières (USSF), et les formations proposées par l'Académie des frontières créée en 2023. Ces évolutions témoignent d'une volonté politique croissante de favoriser des réponses coordonnées et multisectorielles aux défis posés par la porosité des frontières.

Le gouvernement a simultanément cherché à rendre les FDS plus centrées sur la population en reconnaissant que l'instauration de la confiance au sein des communautés locales est essentielle pour lutter contre le militantisme.

Le gouvernement a simultanément cherché à rendre les FDS plus centrées sur la population en reconnaissant que l'instauration de la confiance au sein des communautés locales est essentielle pour lutter contre le militantisme. Des agences telles que l'ABeGIEF, qui assure le soutien aux communautés frontalières par le biais de projets générateurs de revenus et d'écoles, et la Coalition nationale pour la paix, active dans les communes et les départements, ont été renforcées²³.

Sur le plan opérationnel, les initiatives civilo-militaires ont fourni des résultats tangibles, notamment la remise en état des écoles publiques, l'élargissement de l'accès à l'eau potable grâce à de nouveaux puits, et l'apport de prestations vétérinaires gratuites dans les régions isolées et dépendantes du bétail²⁴. Ces initiatives complètent les

campagnes de sensibilisation et les programmes de police de proximité visant à améliorer les conditions de vie dans les régions septentrionales.

Les agences mettent désormais davantage l'accent sur l'implication des populations locales pour renforcer les réseaux d'informateurs, améliorer la collecte de preuves et développer des unités d'enquête et d'analyse spécialisées.

Les capacités de renseignement ont également été améliorées. Les agences mettent désormais davantage l'accent sur l'implication des populations locales pour renforcer les réseaux d'informateurs, améliorer la collecte de preuves et développer des unités d'enquête et d'analyse spécialisées. Grâce au soutien international, les investissements dans les centres de traitement et d'analyse des données ont amélioré la capacité à transformer les informations brutes en renseignements exploitables. Dans l'ensemble, ces réformes marquent un progrès significatif vers une architecture de sécurité plus intégrée et capable de faire face aux menaces asymétriques.

DES LACUNES PERSISTANTES DANS LES CAPACITÉS DE CONTRE-INSURRECTION

Pour que le système des FDS béninois fonctionne efficacement à grande échelle, il faudra néanmoins combler d'importantes lacunes. Les faiblesses les plus notables concernent les unités de déploiement rapide, la mobilité aérienne et la surveillance par drone - des capacités indispensables pour contrer un adversaire très mobile qui opère le long de frontières poreuses.

Dans le domaine aérien, bien que le Bénin ait acquis des drones, des avions de surveillance et des avions légers²⁵, ces moyens sont encore très insuffisants pour couvrir le terrain accidenté du nord du pays²⁶. Les militants dissimulent leurs mouvements dans les forêts, les parcs et les savanes. Ils se retirent après leurs attaques dans des sanctuaires transfrontaliers au Burkina Faso et au Niger qui servent de zones de transit et de positions de repli. L'absence de déploiement aérien rapide signifie que les forces béninoises doivent souvent se contenter de réagir aux événements plutôt que de les maîtriser²⁷.

Le retrait des pays sahéliens voisins de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la suite de coups d'État militaires a davantage compromis la capacité du Bénin à lutter contre les menaces transfrontalières. De hauts fonctionnaires béninois ont exprimé leur frustration face à cette coopération limitée, remarquant le libre déplacement des insurgés dans les zones frontalières et l'absence d'accords de sécurité de part et d'autre de la frontière. Comme l'a remarqué le président Patrice Talon, les militants opèrent « en toute liberté dans les pays voisins »²⁸. En l'absence de mécanismes bilatéraux ou multilatéraux formalisés pour une coordination opérationnelle, le Bénin doit faire face à une menace transnationale avec des outils purement nationaux.

La centralisation excessive de la logistique et des interventions des FDS ajoute une autre couche de vulnérabilité. Les décisions opérationnelles restent concentrées dans un cercle restreint de hauts responsables, ce qui ralentit le déploiement de renforts, le réapprovisionnement et le redéploiement. Cette centralisation prive les commandants sur le terrain de l'autonomie nécessaire pour s'adapter rapidement à une menace en constante évolution. Elle met également en évidence les tensions institutionnelles sous-jacentes entre les commandants de haut rang, qui ont peu d'expérience sur le terrain, et les officiers plus jeunes confrontés à des réalités opérationnelles difficiles²⁹.

Pour renforcer la sécurité dans le nord, le gouvernement a établi un réseau de huit bases d'opérations avancées à Malanville, Ségbana, Tanguiéta, Matéri, Karimama, Kalalé, Banikoara et Abomey-Calavi, complétées par 15 avant-postes situés à Ségbana, Tanguiéta, Kérou, Matéri, Banikoara et Kandi. Néanmoins, ces installations n'ont pas encore généré une présence sécuritaire suffisamment globale ou agile le long de la frontière. La présence de l'armée dans les zones frontalières reste limitée, et des voies d'approvisionnement surchargées empêchent de maintenir une présence soutenue dans les communautés rurales. Les principales installations, comme la base de Kandi, sont situées loin de la frontière avec le Burkina Faso et le Niger, ce qui entraîne de longs délais d'intervention que les militants exploitent avec des tactiques d'attaque éclair.

L'expérience du Nigeria dans la lutte contre Boko Haram souligne les risques de cette posture. La concentration des FDS dans de grandes villes de garnison a permis au Nigeria de réduire les pertes à l'intérieur des périmètres fortifiés,



Entrée de la partie béninoise du parc national du W. (Photo : DoussFrance)

mais a laissé de vastes zones rurales exposées, permettant aux insurgés de se retrancher, d'intimider les communautés isolées et de tendre des embuscades aux unités mobiles³⁰. Le Bénin est aujourd'hui confronté à un dilemme similaire sur la posture des FDS.

Le Bénin a plutôt besoin d'un réseau dispersé de petits postes avancés, bien protégés et se soutenant réciproquement, capables de soutenir des patrouilles régulières et de rester en contact étroit avec les populations rurales.

La leçon est évidente : se retrancher dans des bases fortifiées enferme les forces dans une position défensive, crée une cible statique (surtout avec l'utilisation accrue par les militants de drones armés) et accroît la liberté de manœuvre des insurgés. Le Bénin a plutôt besoin d'un réseau dispersé de petits postes avancés, bien protégés, et se soutenant réciproquement, capables de soutenir des patrouilles régulières et de rester en contact étroit avec les populations rurales, soutenues par des forces d'intervention rapide et un soutien aérien et par des drones.

Sans ces adaptations, la projection de puissance de l'armée restera épisodique et réactive.

La formation doit elle aussi s'adapter à la contre-insurrection. Des milliers de nouvelles recrues ont rejoint l'armée depuis 2021, mais le déploiement de véhicules blindés, de drones et d'avions de surveillance exige des connaissances spécialisées et des opérateurs disciplinés. Dans la pratique, les soldats sous-entraînés sous-utilisent ou manipulent mal ces équipements. Dans le pire des cas, des stocks sont tombés entre les mains des militants, et les insurgés ont ensuite exhibé les armes capturées dans leur propagande. Le leadership, l'adaptabilité tactique et la discipline comptent donc autant que les armes.

Le manque de renseignements est un autre obstacle à la campagne de contre-insurrection du Bénin. Pour être efficaces, les opérations menées contre les groupes militants doivent s'appuyer sur une architecture de renseignement qui fusionne les données provenant de multiples acteurs, notamment :

- La reconnaissance militaire par des patrouilles et des drones,
- Les enquêtes policières et les réseaux d'informateurs,
- La surveillance des frontières,
- Les réseaux d'alerte civils et communautaires et
- Les renseignements de source ouverte provenant des médias sociaux et de la cartographie géospatiale.

Au Bénin, ces flux restent fragmentés. Les agences effectuent la collecte des données mais fonctionnent en silos. Ils n'ont que peu l'habitude de partager les informations. Il en résulte des doublons, des angles morts et des réactions tardives. Les insurgés exploitent ces lacunes et conservent la surprise tactique et l'initiative dans les engagements clés. Les assauts à grande échelle d'Alibori (janvier 2025) et du parc régional W (avril 2025) n'ont pas été de simples revers militaires. Ils ont révélé de graves faiblesses en matière d'alerte précoce, de coordination et d'anticipation des menaces.

L'effet net est paradoxal. Les réformes à long terme menées par le Bénin depuis les années 1990 ont permis de professionnaliser les forces armées, d'ancrer la suprématie civile, de favoriser une meilleure cohésion ethnique dans les forces armées et de renforcer leur légitimité. La modernisation survenue après 2017 a permis d'augmenter les effectifs de l'armée, de moderniser son équipement et de réorienter la doctrine vers les conflits asymétriques. Pourtant, la transition vers une force anti-insurrectionnelle efficace reste incomplète.

TRANSFORMER LA CAPACITÉ EN EFFICACITÉ

Il s'agit maintenant de transformer la capacité en efficacité opérationnelle, en veillant à ce que les unités puissent se déplacer rapidement et protéger les populations les plus à risque. Pour ce faire, il est nécessaire de mettre en œuvre des réformes visant à autonomiser les responsables sur le terrain, améliorer la mobilité des FDS, renforcer le renseignement, et placer la protection des communautés au cœur de la stratégie de lutte contre le militantisme violent.

Habiller les officiers militaires à s'adapter. Octroyer les commandants locaux d'une autorité de prise de décision, soutenue par des postes de commandement avancés et fortifiés dans les zones frontalières sensibles, permettrait de raccourcir les cycles de prise de décision, renforcer l'esprit

d'initiative et permettre une mobilisation rapide. Cependant, l'autorité seule ne suffit pas. Une contre-insurrection efficace exige des officiers capables d'agir sur la base de renseignements, d'assurer la gestion des interactions avec les civils et d'adapter les opérations en temps réel. La formation au leadership doit mettre l'accent sur la prise d'initiative, le sens tactique et la capacité à diriger efficacement des troupes sous pression³¹. Le renforcement de ces capacités nécessite une formation systématique au commandement décentralisé et un investissement dans un corps d'officiers professionnels, soutenu par un soutien logistique, une protection aérienne fiable et une mobilité adaptée au terrain.

LA CÔTE D'IVOIRE, UN MODÈLE OPÉRATIONNEL POUR CONVERTIR LA RÉFORME EN EFFICACITÉ

L'expérience de la Côte d'Ivoire illustre comment ces principes peuvent fonctionner dans la pratique. Après l'attaque de Kafolo en 2020, Abidjan a créé la zone opérationnelle nord, plaçant toutes les agences de sécurité sous un seul commandement avec une délégation d'autorité pour prendre des décisions rapides sur le terrain. Cette décentralisation, associée à des réformes de professionnalisation qui ont rééquilibré la hiérarchisation exagérée des officiers et renforcé la formation par le biais d'écoles d'enseignement militaire professionnel, a permis de créer des FDS plus compétentes sur le terrain.

La Côte d'Ivoire a également investi dans une mobilité adaptée au terrain, des bases d'opérations avancées et de nouveaux moyens de surveillance aérienne. Cela a permis aux unités d'agir rapidement sur la base des renseignements, et de maintenir un contact régulier avec les populations civiles dans les zones frontalières éloignées. Bien que des lacunes subsistent, cette combinaison de commandement décentralisé, de formation des officiers, d'amélioration de la logistique et de mobilité, a contribué à une forte diminution des attaques depuis 2022, démontrant que les réformes institutionnelles peuvent fournir une efficacité opérationnelle. Cette expérience met en évidence un enseignement essentiel pour le Bénin : les leaders habilités doivent être soutenus par des forces capables de se déplacer rapidement.

Associer la mobilité des forces à la capacité de frappe. Le Bénin a pris des mesures importantes pour s'éloigner des déploiements statiques en redéployant davantage de moyens militaires à proximité des points chauds et en développant ses forces spéciales et d'autres unités spécialisées. Ces mesures ont contribué à limiter les incursions transfrontalières et à empêcher les militants de s'emparer de territoires. L'envoi d'hélicoptères et de drones supplémentaires peut contribuer à combler le fossé entre le renseignement et l'action.

Renforcer les capacités de renseignement. Les améliorations opérationnelles dépendent d'une base de renseignement plus solide permettant d'anticiper les menaces, d'orienter le ciblage et de garantir une utilisation efficace de la mobilité. La contre-insurrection requiert non seulement des équipements mais aussi un capital humain et des institutions engagées. Il est essentiel d'investir dans les capacités de renseignement de sources ouvertes (OSINT) et de renseignement géospatial (GEOINT) au sein du ministère de la Défense, de l'état-major général et dans les services de renseignement nationaux. Le renforcement de la capacité à fusionner les données provenant des drones, des patrouilles et des sources ouvertes pour en faire des renseignements exploitables permettrait d'améliorer la coordination et de relier les forces armées à la police, aux gardes forestiers et aux gardes-frontières.

Contre les militants ne requiert pas de disposer d'un nombre écrasant de troupes, mais plutôt d'une supériorité en matière d'information, d'une mobilité rapide et d'un apprentissage institutionnalisé.

La formation doit ériger l'adaptabilité opérationnelle. Les systèmes avancés doivent être accompagnés d'une formation qui édifie l'adaptabilité opérationnelle. Les drones, les systèmes de surveillance et les communications cryptées ne sont décisifs que lorsque les opérateurs peuvent les utiliser efficacement dans des environnements fluides. Le but est de disposer d'une force entraînée au déploiement rapide, à l'analyse précise de la situation et à la prise de décision rapide. La rapidité des mouvements, de la prise de décision et de la coordination doit devenir l'emblème des opérations du Bénin s'il veut surpasser des groupes militants agiles.

Le Bénin a élargi ses initiatives de recrutement et de formation pour les opérateurs de drones afin de se doter d'une main-d'œuvre capable de soutenir leurs missions. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour développer et professionnaliser ces unités, notamment en leur offrant une formation avancée en matière de pistage en brousse, de navigation en embuscade et d'opérations nocturnes. D'autres progrès peuvent être réalisés en procédant à la décentralisation de la logistique et en intégrant systématiquement la reconnaissance aérienne dans les patrouilles de routine, ce qui renforcerait la capacité du Bénin à réagir rapidement et à projeter sa force en profondeur dans les zones où opèrent les militants.

Ces efforts doivent être intégrés dans une architecture de formation plus systématique. La formation doit être institutionnalisée par le biais d'académies militaires et d'écoles spécialisées qui intègrent des modules sur les opérations de drones, la cartographie géospatiale, les communications cryptées et les tactiques des petites unités. L'intégration de ces compétences dans les nouvelles recrues permettrait d'assurer la continuité, tandis que les partenariats internationaux pourraient renforcer la formation des officiers.

Le recrutement et les promotions fondés sur le mérite. Le développement des capacités doit également être ancré dans la redevabilité. Quand l'ingérence politique influence l'avancement des carrières, elle limite la capacité de l'armée à entreprendre des réformes durables. Cette dynamique contribue à la perception persistante de l'armée comme un instrument de l'autorité politique plutôt que comme un service axé sur la protection de la population. Pour changer cette tendance, les incitations à la promotion et au développement professionnel devraient récompenser la performance opérationnelle, l'utilisation efficace du renseignement et la cohésion de l'unité plutôt que l'ancienneté, renforçant ainsi une culture fondée sur le mérite et en cohérence avec les objectifs de professionnalisation du Bénin. Maintenir l'équilibre ethnique dans le recrutement et garantir une voie de promotion équitable demeureront essentiels pour la cohésion. Des revues après action régulières des principaux engagements permettraient de s'assurer que les enseignements tirés du champ de bataille se traduisent par une adaptation de la doctrine.



Vue du paysage à Dassa-Zoumé.

Placer la protection des communautés au cœur des opérations.

La contre-insurrection ne consiste pas seulement à neutraliser les groupes militants, mais aussi à protéger les populations les plus exposées à leur violence. Cela nécessite un suivi systématique d'indicateurs, tels que la protection des civils, les délais d'intervention et la couverture territoriale. Il faut également assurer la préparation de la prochaine génération de responsables de la sécurité à intégrer dans la doctrine une culture de la sécurité centrée sur la communauté. Les académies militaires et les centres de formation ont un rôle crucial à jouer dans ce processus. En intégrant des modules sur l'alerte précoce, l'engagement communautaire, l'atténuation des menaces non cinétiques, la coordination interministérielle et la résolution des conflits locaux, les écoles de formation peuvent inculquer le principe selon lequel la protection des civils constitue la logique organisatrice de la stratégie et non un sous-produit des opérations³². Ancrer ainsi l'éducation militaire alignerait la modernisation sur la légitimité, ce qui garantit que l'efficacité est mesurée non seulement par les résultats sur le champ de bataille mais aussi par la sécurité et la résilience des communautés.

Ensemble, ces mesures permettraient au Bénin de traduire en efficacité sur le champ de bataille les progrès constants réalisés en matière de professionnalisme et de modernisation des forces. Pour contrer les militants, il n'est pas nécessaire

de disposer d'un nombre écrasant de troupes, mais plutôt d'une supériorité informationnelle, d'une mobilité rapide et d'un apprentissage institutionnalisé.

INSTAURER LA CONFIANCE ET MAINTENIR LA PRESSION

Les mises à jour technologiques, le recrutement et la formation resteront insuffisants si les institutions ne sont pas renforcées. Le Bénin doit rendre opérationnels les organes de sécurité nationale créés dans le cadre de la révision de la Constitution de 2019, en particulier le Conseil national de sécurité et le Conseil national du renseignement³³. Ces organes, ainsi que les institutions chargées de la planification stratégique, de la coordination et du contrôle, doivent être renforcés pour garantir une gestion cohérente et flexible des ressources. Le renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité est crucial pour favoriser le professionnalisme et l'efficacité. L'alignement des capacités opérationnelles sur un cadre stratégique clair est essentiel pour transformer les efforts de modernisation en résultats sécuritaires.

La réussite de la contre-insurrection ne dépend pas seulement des mesures de sécurité. La stabilité dépend finalement moins des armements acquis ou des insurgés tués que du fait que les communautés du Nord se sentent protégées,

représentées et prises en compte dans le projet national. Pour atteindre cet objectif, il faut des investissements sociaux soutenus parallèles à la réforme de la défense et de la sécurité, notamment une gouvernance locale plus forte, davantage d'écoles et de cliniques, des moyens de subsistance sûrs pour les agriculteurs et éleveurs, et une confiance renouvelée dans les institutions de l'État. À cet égard, il est essentiel de renforcer les fondements juridiques de la lutte contre le terrorisme. Le renforcement de l'indépendance, de la transparence et des garanties de procédure de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET) contribuerait à restaurer la confiance du public et à faire en sorte que la justice soutienne les efforts de sécurité au lieu de les négliger.

Les militants prospèrent là où l'État est absent ou perçu comme arbitraire. Pour inverser cette dynamique, il faut placer la protection des civils, une justice crédible et la prestation de services au centre de la stratégie.

La voie à suivre pour Bénin doit aligner les mesures à court terme, telles que l'augmentation des troupes et les achats d'équipements, sur la mise en œuvre accélérée de réformes qui renforcent le leadership, la redevabilité et la coopération interministérielle, tout en ancrant la sécurité dans la protection des communautés. Ce n'est qu'en associant une mobilité accrue et des capacités de réaction rapide à une gouvernance modernisée et à des investissements socio-économiques importants que le Bénin pourra transformer sa capacité croissante en une efficacité durable contre les groupes militants violents.

NOTES

- 1 Centre d'études stratégiques de l'Afrique, «En Afrique, plus de 150 000 morts imputables aux groupes islamistes militants en dix ans », *Infographie*, 8 août 2025.
- 2 Laurent Larcher, «Djihadisme, la peur s'étend dans le nord du Bénin», *La Croix*, 22 juillet 2019.
- 3 Centre d'études stratégiques de l'Afrique, «L'évolution du front de la violence des islamistes militants au Sahel», *Éclairage*, 22 avril 2025.
- 4 António Sampaio, Aziz Mossi, Eleanor Beevor et Emmanuel N. Sambieni, «Reserve Assets: Armed Groups and Conflict Economies in the National Parks of Burkina Faso, Niger and Benin», Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, mai 2023.
- 5 Kars de Bruijne, «Laws of Attraction: Northern Benin and Risk of Violent Extremist Spillover », *Rapport CRU*, Clingendael, juin 2021.
- 6 Tanguy Quidelleur, « Bénin - Derrière le mirage de stabilité : conflits armés transnationaux et fractures internes », *Note de recherche n° 150*, 'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, 24 novembre 2025.
- 7 Anouar Boukhars, « Why Extremist Insurgencies Spread: Insights from the Sahel », *Georgetown Journal of International Affairs*, 2 janvier 2023.
- 8 Anouar Boukhars et Carl Pilgram, « In Disorder, They Thrive: How Rural Distress Fuels Militancy and Banditry in the Central Sahel », Middle East Institute, 20 mars 2023.
- 9 Anouar Boukhars, « Trajectoires de la violence contre les civils par les groupes islamistes militants d'Afrique », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 18 février 2022.
- 10 Flore Berger, Lyes Tagziria et Aziz Mossi, « Hostage to Violent Extremism: Kidnapping in Northern Benin », *OCWAR-T Research Report 15*, Organized Crime: West African Response to Trafficking, février 2024.
- 11 Koukoubou, « Trajectoire et dynamiques du terrorisme en expansion au Bénin ».
- 12 Berger, Tagziria et Mossi, « Hostage to Violent Extremism ».
- 13 Mansur Abubakar, « Benin Admits that 54 Soldiers Killed in Attack by Al-Qaeda Group », *BBC News*, 24 avril 2025.
- 14 Fiacre Vidjningninou, « Au Bénin, une défense sous pression face à l'instabilité sahélienne », *Le Point*, 4 juin 2025.
- 15 Koukoubou, « Trajectoire et dynamiques du terrorisme en expansion au Bénin ».
- 16 Mawunyo Hermann Boko, « Oswald Padonou : Les groupes terroristes ont clairement l'intention d'établir un sanctuaire au Bénin », *Jeune Afrique*, 19 mars 2025 ; Voir également Jeannine Ella A. Abatan et William Assanvo, « Links between Violent Extremism and Illicit Activities in Benin », *West Africa Report 42*, Institute for Security Studies, juin 2023.
- 17 Fiacre Vidjningninou, « Les ressorts du contrôle civil des armées béninoises », *Afriques*, 1er janvier 2024.
- 18 Ibid.
- 19 Pierre d'Herbès, « Face à la contamination djihadiste : comment le Bénin muscle son système immunitaire ? » *Conflits*, 16 juillet 2022.
- 20 Emmanuel Dupuy, « Le Bénin, nouveau front anti-terroriste au Sahel », *L'Opinion*, 21 juillet 2025.
- 21 Pierre d'Herbès, « Attaque dans la Pendjari : comment le Bénin résistera à la poussée djihadiste », *Conflits*, 11 janvier 2025.
- 22 « Don de drones de combat à l'armée béninoise : La Chine s'engage aux côtés du Bénin pour la lutte contre le terrorisme », Communiqué de presse du Bureau de la présidence du Bénin, 25 mars 2023.
- 23 Carol Mottet et Ariane Inkesha, « Mieux comprendre le rôle des forces de défense et de sécurité (FDS) dans la prévention de l'extrémisme violent (PEV) », Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève, 2022.
- 24 Taha Sakr, « Benin Army Combines Military Offensive with Social Outreach in Northern Regions », *DNE Africa*, 15 juillet 2025.
- 25 d'Herbès, « Face à la contamination djihadiste : comment le Bénin muscle son système immunitaire ? ».
- 26 Vidjningninou, « Au Bénin, une défense sous pression face à l'instabilité sahélienne ».
- 27 Boko, « Oswald Padonou ».
- 28 Vidjningninou, « Au Bénin, une défense sous pression face à l'instabilité sahélienne ».
- 29 Quidelleur, « Bénin - Derrière le mirage de stabilité : conflits armés transnationaux et fractures internes ».
- 30 Vincent Foucher, « 'Burn the Camps' : Jihadist Resurgence in the Lake Chad Basin », *Italian Institute for International Political Studies*, 16 juillet 2025.
- 31 Njie et Muia, « Beninese Army Suffers 'Hard Blow' in Border Attack ».
- 32 Ed Stoddard, Tony Chafer, Isaac Olawale Albert, Brema Ely Dicko, Chitra Nagarajan, Babacar Ndiaye et Mamoudou Sy, « Civilian Protection as Strategy: A New Approach to Counterterrorism in West Africa », *Georgetown Journal of International Affairs*, 26 mars 2025.
- 33 Boko, « Oswald Padonou », *Jeune Afrique*, 19 mars 2025.



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Amanda J. Dory, Directrice
National Defense University
Fort Lesley J. McNair
Washington, DC 20319-5066
+1 202-685-7300
www.africacenter.org

Bulletins de la sécurité africaine
Joseph Siegle, Ph.D.
Directeur de la recherche
sieglej@ndu.edu
+1 202-685-6808
ISSN 2164-4047

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est une institution académique créée par le Département de la Défense des États-Unis en tant que forum objectif pour la recherche, la réalisation de programmes académiques et l'échange des idées. Les bulletins de la sécurité africaine présentent le résultat de recherches et d'analyses qui ont pour objectif d'approfondir la compréhension dans le domaine de la sécurité en Afrique. Les opinions, conclusions et recommandations qui y sont exprimées directement ou de façon implicite sont celles des auteurs et ne reflètent pas obligatoirement celles du Centre d'études stratégiques de l'Afrique.